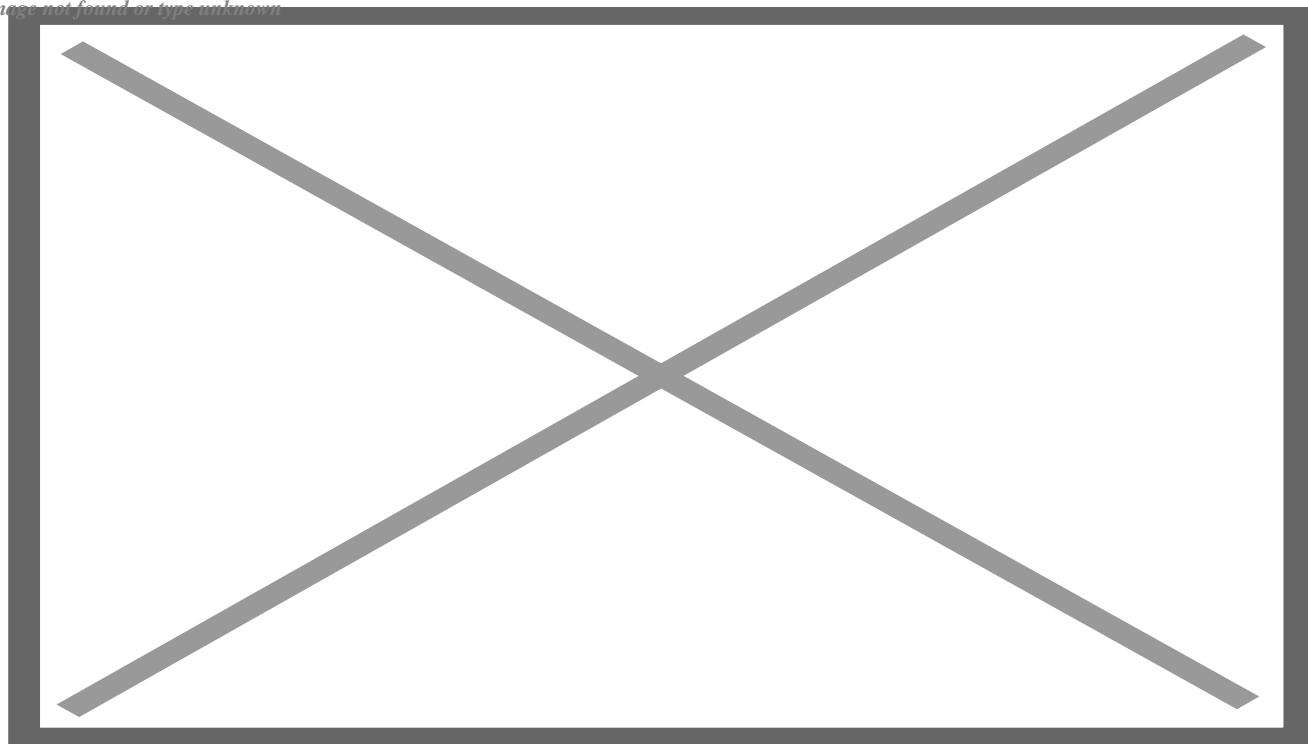


Les dirigeants du G-77 et la Chine conviennent de la nécessité de maintenir l'unité dans les négociations sur le changement climatique

Image not found or type unknown



Dubaï, Émirats arabes unis - Ne répétons pas les erreurs du passé, lorsque l'exploitation systématique des pays en développement a fait de ces derniers uniquement des producteurs de matières premières et les principales victimes du changement climatique, en particulier les pays les plus vulnérables, qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour atténuer ces processus et s'y adapter.

C'est ce qu'a exprimé le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, lors du sommet des dirigeants du Groupe des 77 et de la Chine (G-77), qui s'est réuni dans le cadre de la 28e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP-28).

Plus de 130 chefs d'État et de gouvernement ont participé à la réunion annuelle de la COP, qui a rassemblé cette fois-ci plus de 40 000 personnes de quelque 200 nations, la plupart issues du tiers-monde.

La réunion convoquée par Cuba pour que les dirigeants du G-77 et de la Chine se parlent de la crise climatique mondiale peut être considérée comme une idée brillante, puisqu'il s'agit du plus grand groupe de négociation sur le changement climatique, a-t-on appris lors de la réunion.

La persévérance, l'activisme, l'énergie, la sagesse et le bon sens des dirigeants du G-77 et de la Chine et de leurs négociateurs ont permis que, pour la première fois en 28 ans d'histoire de la Conférence des Parties, le Fonds pour les dommages et pertes climatiques pour les pays vulnérables, destiné à compenser les dommages causés par les tempêtes et les sécheresses dues à des phénomènes provoqués par l'humanité elle-même, principalement par les modes de vie et de consommation des pays dits développés, soit mis en place dès le premier jour de la Conférence des Parties.

La rapidité de cette décision a été soutenue par la diligence du président de la COP-28, le sultan Ahmed Al-Jaber, homme politique et homme d'affaires des Émirats arabes unis, l'un des pays du G-77, et de la Chine, une organisation regroupant 134 nations en développement et émergentes.

Comme tous les orateurs qui l'ont précédé et succédé, M. Al-Jaber a félicité Cuba pour son initiative de convoquer ce sommet sans précédent du G-77 et de la Chine. Il en a été de même pour M. Guterres, le président brésilien Lula da Silva, la première ministre de la Barbade Mia Amor Mottley, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, le vice-premier ministre exécutif de la Chine Ding Xuexiang....

Comme eux, près d'une douzaine d'autres dignitaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Océanie se sont adressés au premier secrétaire du comité central du parti et président de la République de Cuba, Miguel Díaz-Canel Bermúdez - qui présidait la réunion, tenue dans l'un des plus grands halls du Dubai Exhibition Centre - pour remercier la plus grande des Antilles du travail qu'elle a accompli cette année en tant que présidente pro tempore de ce consensus des nations du Tiers Monde.

Selon les hommes d'État, les ministres et les autres dirigeants présents à Dubaï, Cuba a travaillé intensément pour parvenir à un consensus, défendre les positions communes des nations qui composent le groupe et aborder des questions urgentes et stratégiques pour l'avenir de ces nations, comme l'a fait le sommet qui s'est tenu à La Havane en septembre sur le rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans le développement.

Lors de la COP-28 du groupe, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a prononcé un discours radical et précis dans lequel il a exhorté les pays riches à fournir les fonds nécessaires pour aider les pays en développement à atténuer le changement climatique et à s'y adapter, et a exigé que les pays dits du premier monde contribuent à hauteur de 40 milliards de dollars d'ici à 2025 à ces fins.

Se référant à l'approbation du Fonds pour les pertes et dommages climatiques pour les pays vulnérables, il a souligné que "le mouvement est bien parti, mais qu'il n'y a pas assez d'argent pour cela".

Il a insisté sur la nécessité de consacrer plus de deux mille milliards de dollars d'ici à 2030 pour faire face aux conséquences du changement climatique, une nécessité à propos de laquelle il s'est montré sceptique si les accords de Bretton Woods restent en place. "La structure du système financier international doit être restructurée", a déclaré M. Guterres sans ambages.

Accompagné de toute la chaleur et l'admiration que sa présence a suscitées parmi les participants à la COP-28, Lula da Silva, le président brésilien, a demandé à Díaz-Canel de pouvoir s'exprimer un peu plus longtemps que les trois minutes que chaque dignitaire est censé utiliser dans ses discours.

Il l'a fait pour appeler à la fin des guerres qui secouent le monde aujourd'hui, en particulier la guerre du Golfe.

Accompagné de toute la chaleur et de l'admiration que sa présence a suscitées parmi les participants à la COP-28, Lula da Silva, le président brésilien, a demandé à Díaz-Canel la possibilité de dépasser un peu les trois minutes que chaque dignitaire doit consacrer à son discours.

Il l'a fait pour appeler à la fin des guerres qui secouent le monde aujourd'hui, en particulier le génocide commis par Israël en Palestine, plus précisément dans la bande de Gaza. Une dénonciation et un appel partagés par la plupart des chefs de délégations présents au sommet de Dubaï des dirigeants du G-77 et de la Chine participant à la COP-28.

"Nous ne sommes pas ici pour sauver la planète et la détruire ensuite par des guerres". "Demandons à ceux qui sont en guerre de cesser de s'entretuer ; construisons la vie au lieu de la détruire", a déclaré Lula da Silva, qui a salué la capacité et le pouvoir du G-77 et de la Chine à influencer le cours de ces événements.

Le président brésilien a également appelé à la création et au maintien de l'unité entre ces pays face à l'urgence de prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique.

"C'est nous (les pays en développement) qui sommes les plus pénalisés par le changement climatique", a déclaré Lula, critiquant la position des pays riches qui, bien qu'étant les principaux pollueurs de la planète, refusent de fournir les fonds nécessaires à cette fin, sur la base du principe des "responsabilités communes mais différenciées". (Source Présidence de la République)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/341120-les-dirigeants-du-g-77-et-la-chine-conviennent-de-la-necessite-de-maintenir-lunite-dans-les-negociations-sur-le-changement-climatique>



Radio Habana Cuba